

# LUTTE DE CLASSE

**POUR le POUVOIR des TRAVAILLEURS**

- JANVIER 1965 -

## le pot de terre associé au pot de fer

La Régie RENAULT, entreprise-pilote, vivait en bonne intelligence avec les travailleurs grâce à sa politique sociale d'avant-garde. Or, voici que les syndicats ne veulent plus de ces accords-maison, qui faisaient le bonheur des ouvriers-maison et la jalousie des autres. Toute la presse annonce en gros titres, en Décembre 1964, que les syndicats refusent de reconduire l'accord de l'an dernier. Qu'est-ce à dire?

Voyons un peu ce qu'il y a dans ces accords et remontons jusqu'en 1950. Depuis cette date, les conditions de travail et les salaires sont réglés par la procédure des conventions collectives. Mais, en même temps, on introduit la possibilité pour les entreprises de passer des accords particuliers avec les représentants des ouvriers. On reconnaît là la stratégie patronale: créer des différences parmi les travailleurs pour jouer de la divergence de leurs intérêts apparents.

Depuis 1950, les "accords" se

succèdent chez RENAULT, avec les multiples avantages que voici :

- A l'intérieur de l'entreprise, la Direction achète la paix sociale (limitation du droit de grève par suite de l'obligation de prévenir 3 jours à l'avance de toute manifestation revendicative), pas très cher (5 francs d'accroissement du salaire horaire, au lieu de 15 francs revendiqués 6 mois auparavant).

- Plus tard, en 1955, ce calcul se révélera particulièrement fûté, car la guerre d'Algérie prive la métropole de ses protecteurs (gendarmes et C.R.S.) et ce n'est pas le moment de risquer une action sérieuse des travailleurs. Quelques avantages (3<sup>e</sup> semaine de congés, 4% d'augmentation salariale) glissés dans les accords permettent de passer le cap de cette douloureuse période.

- Pour court-circuiter une revendication essentielle des travailleurs, garantie de salaire en cas de baisse de l'emploi,

.../...

la Direction RENAULT institue en 1958 un fonds de régularisation des ressources, qui ressemble comme deux gouttes d'eau à une caisse de charité.

- En 1962, la 4<sup>o</sup> semaine de congés tombe à pic pour empêcher toute revendication sur les salaires.
- Sur un plan plus général, RENAULT joue le rôle de modèle en matière de politique salariale et de réalisations sociales; c'est un garde-fou et un plafond

Tout cela, c'est l'analyse que peut faire un travailleur; mais pourquoi diable les syndicats ont-ils rué dans les brancards? Se seraient-ils aperçus qu'ils ont été bernés et qu'ils ont abandonné la possibilité de gagner plus par des luttes?

C'est peu vraisemblable. On peut penser que :

- 1) Les syndicats ne peuvent pas, vis-à-vis de leurs adhérents, se contenter d'une reconduction pure et simple de l'accord; alors que le plan de stabilisation stabilise les salaires mais non les prix.
- 2) La grève du 11 Décembre leur a montré en particulier que la base est mécontente, peut-être prête à bouger, et il ne faut pas courir le risque d'être débordé.
- 3) Même la C.G.T. est obligée de tenir compte de l'opinion de la base, dont un sondage lui révèle l'hostilité à la reconduction pure et simple.
- 4) Alors, on fait un geste grandiose: on dénonce les accords.

Là dessus, suspense: que va-t-il se passer?

Eh bien, on va avoir droit une fois de plus au grand jeu: le ballet des compères va se dérouler avec une harmonie troublante. Tout le monde, syndicats et direction, est bien d'accord: il faut maintenir les accords d'entreprise (1) et cet esprit d'entente qui préside depuis des années aux relations entre le capital et le travail. Cela se fera moyennant de menues concessions de part et d'autre.

Et les travailleurs, là-dedans? Une fois de plus bernés et tenus hors du coup. Jusqu'au jour où ils enverront promener les accords qu'ils n'ont pas approuvés et les représentants qui ne les représentent pas. Jusqu'au jour où ils seront en mesure de mettre en avant des revendications sans contrepartie, grâce à des délégués mandatés par chaque atelier. Car ils n'ont pas à négocier des accords de collaboration de classes où le sort du pot de terre leur est réservé.

-----  
(1) Le premier geste de la Direction RENAULT a été en effet d'annoncer qu'elle maintient les " avantages acquis "; elle espère ainsi maintenir aussi les " inconvénients acquis ".  
-----

CITROEN-Asnières: 24 Décembre.

Un ouvrier en mobylette et un de nos camarades diffuseurs:

- Il ne fait pas chaud.
- ça n'a rien de trop.
- Je vais aller me réchauffer.

.../...

- Il y a des façons plus agréables de le faire.
- Un peu. Je suis là depuis 20 ans. J'en ai marre. Au début, je travaillais sur 2, 3 machines; maintenant je devrai bientôt m'occuper de 7 machines en même temps. Les cadences sont de plus en plus dures.
- Je le crois volontiers.
- On parle de 40 heures. Mais qu'est ce que ça veut dire? On bossera plus en 40 heures qu'avant en 48 heures. Le patron nous paiera sans doute moins et les cadences seront pires.

Ajoutons, pour confirmer les dires de ce camarade, que dans les autres usines CITROEN de la région parisienne, les ouvriers des chaînes D.S. ont été avertis qu'ils quitteraient le Vendredi à 17 heures au lieu de 18 H. 15. Mais, en même temps, une augmentation des cadences est venue compenser la réduction d'horaire.

-----

## les ouvriers seuls capables de gérer la production

La "PRAVDA" du 24 Décembre a ouvert ses colonnes à un ingénieur en chef d'une importante usine de construction automobile de MOSCOU: l'usine LIKHATCHOV.

D'après une dépêche de l'A.F.P. du 25 Décembre: " Il s'agit d'un problème de châssis, celui de la Zil-130, la dernière-née de l'usine. Depuis des années, l'usine LIKHATCHOV demande à l'usine de NOVOSIBIRSK d'améliorer la qualité des châssis et longerons, sans obtenir satisfaction. Le résultat a été le suivant en 1963: l'usine a dû remplacer 40.391 châssis et 84.110 longerons.

" L'ingénieur démontre l'impuissance des pouvoirs publics à résoudre ce problème, énumère les remèdes inutiles, les trois cents et quelques conférences réunies vainement sur ce sujet et expose sa décision: lancer un S.O.S. directement aux ouvriers des usines sous-traitantes, en ne tenant pas compte de la hiérarchie administrative... "

-----

Pour ceux qui font semblant de s'intéresser à l'origine de nos ressources, précisons que le coût de ce bulletin (environ 50 francs) est très facilement couvert par les versements des militants et sympathisants du G.L.A.T.

En effet, contrairement aux syndicats et autres organisations bureaucratiques, nous ne touchons ni ne sollicitons aucune subvention de la part des capitalistes ou de leur Etat.

-----

# à quoi servent des ministres socialistes

Au début du mois de Janvier, quelques centaines de travailleurs du port d'ANVERS se sont mis en grève pour une augmentation de salaire. Très rapidement près de 200 navires étaient immobilisés.

Mais les travailleurs belges ont le privilège d'avoir un Gouvernement à prédominance "socialiste". Aussi ont-ils été réquisitionnés au bout de 7 jours.

La réquisition, mesure devant laquelle hésite le Gouvernement de GAULLE-POMPIDOU, a été "justifiée" en ces termes par un ministre (toujours socialiste) nommé Antoine SPINOY:

" Il est apparu impossible de régler aujourd'hui le conflit. La grève du port dure déjà depuis plusieurs jours et menace les secteurs vitaux de l'activité économique du pays. Le gouvernement ne peut laisser la situation dans cet état. Il estime que dans les jours qui viennent il faudra poursuivre la recherche d'une solution quant au fond. Il continuera à s'y employer. En attendant, il importe que l'activité du port puisse reprendre sans délai. C'est pourquoi le gouvernement a décidé la réquisition du personnel en grève. Des dispositions ont été prises pour que cette mesure prenne effet immédiatement".

Nous savons ce qu'il nous reste à faire dès les prochaines élections municipales.

-----

# des ouvriers mauvais patriotes

Le 5 Janvier, 5.000 ouvriers du port autonome d'ALGER ont déclenché une grève illimitée qui a duré quelques jours et a paralysé l'activité portuaire de la ville, pour obtenir une augmentation de salaire de 20%, diverses primes et l'uniformisation des allocations familiales.

Presque en même temps, les ouvriers du bâtiment qui construisaient un immeuble, mi-hôtel de luxe mi-salle de conférences, faisaient grève pour recevoir leurs salaires, en souffrance depuis 2 quinzaines. Ce qu'ils obtinrent facilement.

Enfin, un peu plus tard, les ouvriers travaillant à la construction

.../...

d'un pipe-line dans le sud-algérien ont entamé un mouvement semblable pour protester contre des licenciements.

Les dirigeants éclairés sont rapidement intervenus et voici la question que pose un dénommé Boualem Khalfa dans " ALGER REPUBLICAIN " :

" Comment se fait-il que les travailleurs en arrivent à utiliser, dans un pays qui édifie le socialisme pour eux et leurs enfants, l'arme ultime de la grève dans une période d'activité où elle ne manque pas de nuire aux finances et au développement de la patrie? "

Prime importante à qui répondra. Et d'ajouter :

" On peut en tout cas tout de suite faire certaines constatations, la première étant que trop de mouvements revendicatifs sont déclenchés sans que les responsables de l'U.G.T.A. soient consultés ni même avertis. Sans parler de rupture entre la base et le sommet, on ne peut qu'être inquiets de cette distension des liens entre les syndiqués et leurs responsables qui souvent n'est pas le fait des premiers, notamment dans le cas des dockers "

Comme quoi les problèmes se posent de la même façon dans tous les pays.

---

#### UN PARTISAN DU SYNDICALISME.

" J'ai toujours été farouchement favorable aux syndicats à l'intérieur de l'usine et aux comités d'entreprise. Il faut instruire le personnel et lui conseiller d'être syndiqué "

Qui parle? Un métallo, un mineur, -un mécanographe?

Non. Il s'agit d'un certain Bernard TOURNIER, "le roi de la valise", directeur de la plus grande usine de valises d'Europe: 5.000 par jour.

Déclaration au " Figaro littéraire " (?). Semaine du 24 au 30/12/64.

---

#### CRIME BOURGEOIS OU SOLIDARITE OUVRIERE?

" Ouvrier dans une tuilerie-briqueterie de SAINT-PARDOUX-LA-RIVIERE (Dordogne), Jean FAURE, depuis trois semaines, mêlait à la terre réfractaire des pièces métalliques qui, au broyage, entraînaient une détérioration des engrenages de la machine. Pris sur le fait, le saboteur a déclaré qu'il agit ainsi afin de permettre à ses camarades de se reposer pendant le temps des réparations "

Journal du Dimanche du 24 Janvier 1964.

On aurait aimé que le même journal donne quelques indications sur les cadences imposées aux ouvriers de cette usine, les salaires et la durée du travail.

---

## **Camarade qui as lu ce bulletin,**

tu te demandes peut-être qui nous sommes et où nous voulons en venir ?

Militants révolutionnaires, nous cherchons à nous rendre utiles à la classe ouvrière en diffusant des informations soigneusement étouffées par les partis et les syndicats qui se disent ouvriers.

Partout dans le monde, sans aucune exception, **la société est divisée en deux classes** : celle des travailleurs, qui produit toutes les richesses, et celle des capitalistes — bourgeois ou bureaucrates, peu importe — qui dispose de ces richesses, et aussi de la vie même des travailleurs.

Ce régime d'exploitation ne prendra fin que le jour où **la classe ouvrière saura s'organiser pour prendre elle-même en mains les instruments du pouvoir** — les armes, arrachées à l'Etat, et les moyens de production, arrachés aux capitalistes et à leurs valets.

C'est donc en vain que des charlatans prétendent lutter contre l'exploitation par des votes, des pétitions et autres manifestations dérisoires. Pas plus que ceux qui les ont précédés, les exploités d'aujourd'hui n'abandonneront le pouvoir de leur plein gré.

**Mais c'est en vain aussi que partis et syndicats prétendent opposer aux dirigeants capitalistes des dirigeants « ouvriers »**. En tenant les travailleurs à l'écart des leviers de commande, en les soumettant, comme dans l'entreprise capitaliste, à une hiérarchie de chefs et de chefsillons, ils ne font que compléter et renforcer la domination de la bourgeoisie. C'est bien pourquoi ces organisations se montrent totalement impuissantes, non seulement à renverser le capitalisme, mais même à défendre les intérêts les plus immédiats de la classe ouvrière. Il faut en finir avec les illusions et les vantardises bureaucratiques : **seule l'action voulue et menée par les travailleurs eux-mêmes peut arracher aux capitalistes autre chose que des miettes.**

## **Nous disons donc :**

- qu'une décision — de grève, de reprise, d'acceptation ou de refus d'un accord, etc — n'est valable que si elle a été prise après une discussion démocratique **par les travailleurs qu'elle concerne** ;
- que là où une tâche doit être confiée à des **délégués**, ils doivent être élus par une assemblée d'atelier, de bureau ou d'entreprise, pas pour un an ou six mois, mais **uniquement pour cette tâche précise**, sur mandat impératif donné par les travailleurs ;
- que la première tâche à confier à des délégués, c'est l'établissement de contacts avec les autres entreprises de la localité, de la région, du pays et de l'étranger. C'est une réunion de délégués dûment mandatés, et non une poignée de bonzes inamovibles, qui peut seule coordonner la lutte des travailleurs.

Est-ce l'anarchie, ou une invention de rêveurs ? Non, **c'est l'organisation qui a été adoptée par les travailleurs eux-mêmes**, chaque fois qu'ils se sont mis en mouvement pour la défense de leurs intérêts. C'est ainsi que pourront naître les organes de classe qui abattront un jour le pouvoir des exploités.

Nous savons très bien que cela n'est pas pour demain. Nous n'avons pas la naïveté de croire que la révolution va se faire toute seule. Nous croyons au contraire que pour qu'elle soit victorieuse, il faut la préparer avec patience, en développant peu à peu les liaisons qui permettront à la classe ouvrière d'organiser elle-même son action.

Il ne s'agit pas de former de nouveaux dirigeants pour remplacer ceux qui ont fait faillite. Il s'agit, pour ceux qui sont d'accord sur ces positions, de **se grouper** pour mieux les propager, pour lutter plus efficacement, pour faire connaître aux travailleurs la possibilité qu'ils ont de se libérer eux-mêmes de l'esclavage capitaliste.

**Groupe de Liaison pour l'Action des Travailleurs (G. L. A. T.)**

Ce bulletin est destiné à informer les travailleurs. Les nouvelles de la vie ouvrière peuvent nous être envoyées, soit par l'intermédiaire des diffuseurs, soit en écrivant à l'adresse suivante : Jean RENAULT - 73, rue Blanche, Paris-IX<sup>e</sup>.